

Plus d'incertitude et plus de risque

Dossier de la rédaction de H2o
March 2012

À

À
4^{me} Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau

Le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau - en anglais World Water Assessment Programme, WWAP, publie aujourd'hui son Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau - WWDR4. L'auteur principal de cette 4^{me} édition, Richard Connor, chef scientifique d'Unisföra, centre d'expertise canadien sur le développement durable, revient sur les messages-clés du rapport.

La "centralité de l'eau" - L'eau est le pilier sur lequel reposent tous les principaux aspects sociaux et économiques du développement. Le lien au développement social englobe la santé, la pauvreté, l'éducation et la sécurité publique. Le lien au développement économique englobe l'agriculture, l'industrie, l'énergie et le transport. Ainsi, de par sa centralité - le fait qu'elle lie les différents secteurs, l'eau est l'unique clé de résolution des plus grandes crises internationales : alimentaires, énergétiques, sanitaires, comme celles liées aux changements climatiques.

L'incertitude et le risque - Les systèmes politiques et sociaux mondiaux évoluent de manière imprévisible ; les événements surviennent à un rythme toujours plus rapide et leurs effets sur le long terme sont incertains. D'ici 2050, nous devrons augmenter la production de nourriture de 70 % et celle d'électricité de 50 %. Dans le même temps, la population mondiale sera passée de 7 milliards de personnes aujourd'hui à 9 milliards, et la quasi-totalité de la croissance démographique sera concentrée dans les villes, principalement dans les pays en voie de développement. Cette évolution imposera une croissance phénoménale des services d'eau potable et d'assainissement en milieu urbain.

L'ampleur de l'impact sur la demande en eau est incertaine car elle dépend, entre autres, du niveau de vie, des modes de consommation, de l'espérance de vie ainsi que des évolutions technologiques. Cette incertitude porte en elle les germes de nouveaux risques pour le développement. L'état des ressources en eau évoluera également de façon incertaine. Le changement climatique fait que certaines régions deviendront plus sèches, alors que d'autres subiront plus d'inondations et d'événements extrêmes. Le taux mondial de captage des nappes phréatiques a plus que triplé au cours de ces cinq dernières décennies. Aussi importants soient-ils, beaucoup de ces réservoirs aquifères non renouvelables vont s'épuiser si leur utilisation n'est pas correctement gérée.

Nos activités humaines affectent également la qualité de l'eau, et donc sa disponibilité. Les coûts d'exploitation s'en ressentiront. On estime que plus de 80 % des eaux usées de la planète ne sont ni collectées ni traitées, et que les agglomérations urbaines constituent la source principale de pollution ponctuelle. Actuellement majeur de l'activité économique, l'eau est affectée par les déclinaisons d'un grand nombre d'acteurs qui, dans la plupart des pays, ne jouent aucun rôle dans l'élaboration des politiques de gestion de l'eau. Les risques seront différemment gérés par chacun de ces acteurs, selon leur secteur ou domaine d'activité. Il est donc important de fournir à ces déclinaisons les outils de connaissance et de gestion afin de favoriser une meilleure gestion globale des ressources, voire une réduction des effets négatifs.

Changer nos façons de voir - Il faut cesser de penser "régulation de la ressource" (et décliner quelles quantités d'eau iront à tel ou à tel secteur) pour, au contraire, réguler en termes de "régulation des fonctionnements" - et ce de façon équitable. Cette régulation des fonctionnements nécessite une approche coordonnée, ou concertée, des différents secteurs en compétition afin de valoriser au mieux la ressource tout en s'assurant que les progress atteint dans un secteur ne provoquent pas le déclin d'un autre.

Des institutions fortes - Cette exigence impose des institutions et une volonté politique fortes ; il s'agit de faciliter le dialogue entre les différents acteurs pour mieux réguler les risques. Les cadres institutionnels et réglementaires doivent être relativement flexibles, afin de pouvoir s'adapter aux changements qui affecteront la gestion de l'eau. Les interdépendances globales seront de plus en plus tissées à travers l'eau : si des actions ne sont pas prises dès maintenant, certaines régions ou certains secteurs dont les disponibilités en eau sont insuffisantes vont devoir puiser leurs ressources ailleurs, sur d'autres régions ou secteurs.

Davantage de concertation - Finalement, dans des conditions d'incertitude et de risque toujours croissants, l'action concertée devra être renforcée et regrouper autour de la puissance publique, les gestionnaires de l'eau, le secteur privé ainsi que la société civile ; cette concertation devra aussi s'établir à tous les échelons : local, national et global, en profitant des bassins versants. Il est particulièrement critique que les gouvernements nationaux assument leur leadership en donnant la priorité à l'eau au sein des différentes politiques sectorielles clés : de l'économie et du commerce, de la sécurité alimentaire et énergétique, de la santé et de la sécurité publique, comme au sein des politiques de développement territorial et de financement. Cette priorité doit s'affirmer au plan national comme au plan international en actionnant tous les leviers possibles : les conventions des Nations unies, la Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20) et les Objectifs du millénaire pour le développement.

Plus de dÃ©tails sur le WWDR4 - Plus d'incertitude, plus de risque

WWAP - 12-03-2012